



PREFET D'EURE-ET-LOIR

ARRETE N° 05/2015

signé par
Nicolas QUILLET, Préfet d'Eure-et-Loir

le 5 juin 2015

28- Préfecture d'Eure-et-Loir
DMMS-BPIAE

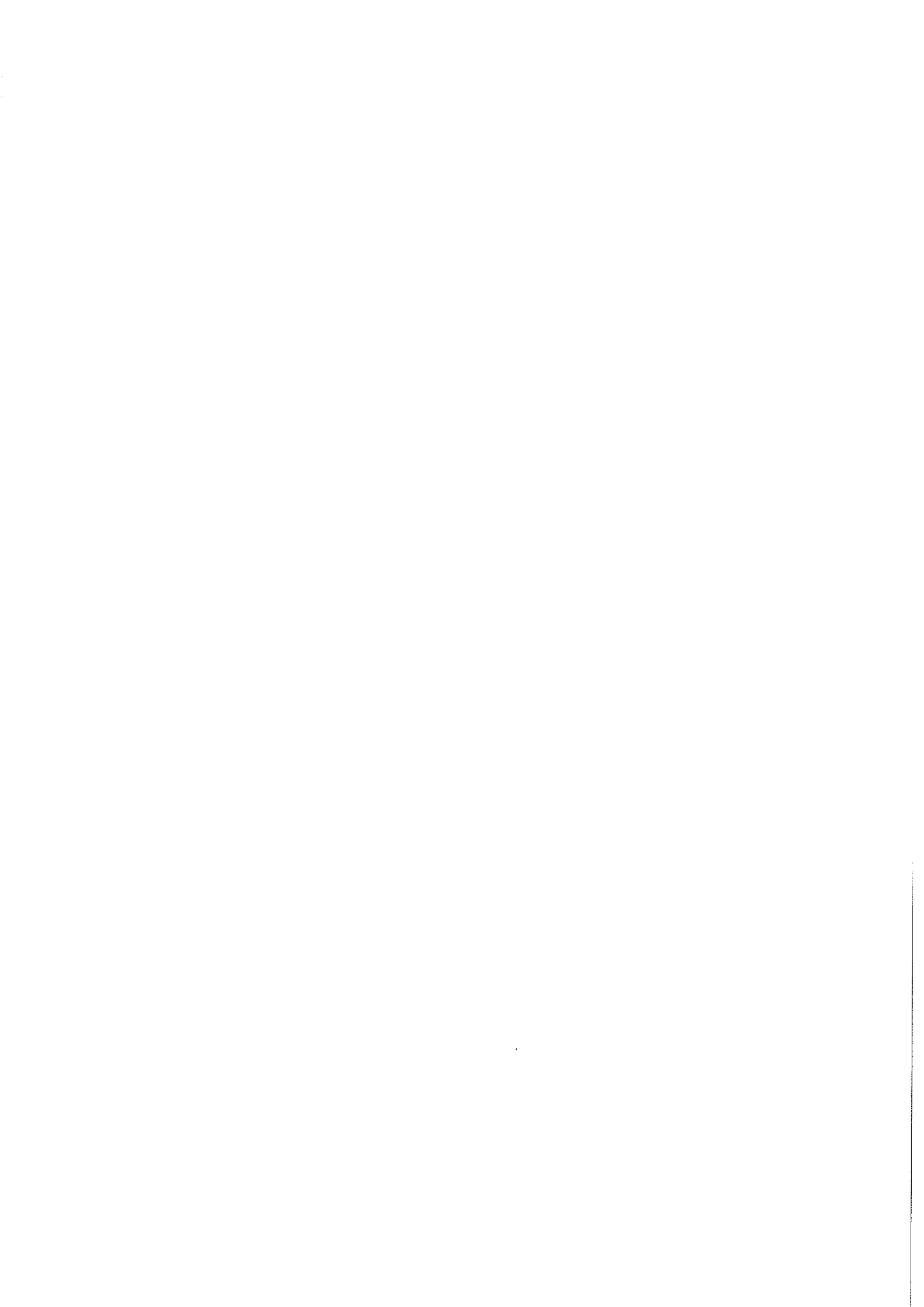
Délégation de signature en matière d'ordonnancement
secondaire au profit de M. Frédéric ROSE, sous-préfet
de Dreux, chargé de l'intérim des fonctions de Secrétaire
Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir à compter du
8 juin 2015.



Place de la République – CS 80537 - 28019 CHARTRES CEDEX – Standard : 02 37 27 72 00
horaires d'ouverture de la préfecture :

lundi, mardi, mercredi, jeudi : 9h00-12h30 / 14h00-16h30 (le vendredi 16h00)
accueil au guichet le matin de 9h00 à 12h30 et l'après-midi sur rendez-vous

[pour toute précision, consulter sur www.eure-et-loir.gouv.fr](http://www.eure-et-loir.gouv.fr) rubrique "démarches administratives"





PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire au profit de M. Frédéric ROSE, sous-préfet de Dreux, Chargé de l'intérim des fonctions de Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir à compter du 8 juin 2015

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le code des marchés publics,

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968, modifiée, relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment, son article 34,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001, modifiée, relative aux lois de finances,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004, modifié, relatif à la délégation de gestion dans les services de l'Etat et portant statut particulier du corps du contrôle général économique et financier,

Vu le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005, modifié, relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

Vu le décret du 3 septembre 2013 portant nomination de M. Frédéric ROSE en qualité de sous-préfet de Dreux,

Vu le décret du 4 décembre 2013 portant nomination de M. Nicolas QUILLET en qualité de préfet d'Eure-et-Loir,

Vu le décret du 14 février 2014 portant nomination de M. Frédéric CLOWEZ, en qualité de sous-préfet et de directeur de cabinet du préfet d'Eure-et-Loir,

Vu l'arrêté du 3 avril 2014 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire au profit de M. Jean-Paul VICAT, secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir,

Vu l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2014 portant organisation des services de la préfecture d'Eure-et-Loir,

ARRETE

Article 1er :

Délégation de signature est donnée à M. Frédéric ROSE sous-préfet de l'arrondissement de Dreux, secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir par intérim à l'effet de signer tous documents nécessaires à l'engagement comptable, à la liquidation des créances, au mandatement des dépenses, et à l'établissement de titres de perception sur les programmes du budget de l'Etat pour lesquels une délégation n'a pas été consentie à un chef de service de l'Etat dans le département.

En cas d'empêchement ou d'absence du secrétaire général par intérim, la délégation susvisée est donnée à M. Frédéric CLOWEZ, sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet d'Eure-et-Loir.

Article 2 :

Délégation est donnée à Mme Anne-Sophie VERNET, directrice des moyens et du management stratégique à l'effet de signer tous documents nécessaires à l'engagement comptable et à la liquidation des créances, au mandatement des dépenses sur les programmes du budget de l'Etat pour lesquels une délégation n'a pas été consentie à un chef de service de l'Etat dans le département.

Article 3 :

En ce qui concerne la gestion financière de la cité administrative, délégation est également donnée à Mme Anne-Sophie VERNET, directrice des moyens et du management stratégique à l'effet de signer tous documents relatifs à l'engagement comptable, à la liquidation des créances et au mandatement des dépenses s'y rapportant. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne-Sophie VERNET, délégation est donnée à M. Nicolas POETTE, attaché d'administration, chef du bureau des ressources humaines, de l'action sociale et de la formation à l'effet de signer tous documents relatifs à l'engagement comptable, à la liquidation des créances et au mandatement des dépenses s'y rapportant.

Article 4 :

Dans la limite de 30 000 €, délégation est donnée à Mme Annie METOUT, attachée d'administration, chef du bureau des de la gestion des moyens, des finances et du patrimoine interministériels, et à Mme Florence LARSONNIER, secrétaire administrative de classe normale, adjointe au chef du bureau de la gestion des moyens, des finances et du patrimoine interministériels – Pôle budget, à l'effet de signer tous documents nécessaires à l'engagement comptable, à la liquidation des créances, au mandatement des dépenses, et à l'établissement de titres de perception sur le budget de l'Etat, et pour lesquels une délégation n'a pas été consentie à un chef de service de l'Etat dans le département.

Article 5 :

Pour permettre l'exécution des dispositions du présent arrêté et du protocole du 19 décembre 2013 portant contrat de service, il est confié aux agents affectés au bureau de la gestion des moyens, des finances et du patrimoine interministériels – Pôle budget :

- Mme Florence LARSONNIER, secrétaire administrative de classe normale, adjointe au chef du bureau de la gestion des moyens, des finances et du patrimoine interministériels;
- Mme Aurélie GENERAT, adjoint administratif de première classe, référent départemental, approvisionneur et administrateur Nemo
- Mme Sandrine MASSON, adjoint administratif de première classe, référent départemental approvisionneur et administrateur Nemo

le soin d'accomplir, pour le compte et au nom du délégant, les actes de gestion et d'ordonnancement des dépenses et recettes relevant des programmes basculés dans CHORUS, chacun pour ce qui le concerne.

Article 6 : Dans le cadre de la création de la plate-forme régionale Chorus, les agents, listés en annexe 1, agissent au titre des services prescripteurs, via notamment les applications Nemo ou Chorus Formulaire, en vue de la création des expressions de besoins, de la constatation du service fait à la date de livraison ou de réalisation de la prestation ainsi que de la conservation et de l'archivage des pièces justificatives liées à la constatation du service fait.

Article 7 : Dans le cas où la saisie ne pourrait être réalisée de façon dématérialisée dans le module communication de Chorus formulaire, dans le cadre des procédures définies à l'article 5, délégation permanente est donnée à Mme Annie METOUT, attachée d'administration, chef du bureau de la gestion des moyens, des finances et du patrimoine interministériels, pour signer les actes matérialisant, en particulier, l'établissement des ordres de payer et pour en assurer la transmission

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Annie METOUT, la délégation de signature sera exercée, dans l'ordre, pour les matières visées au précédent alinéa par Mme Florence LARSONNIER, secrétaire administrative de classe normale, adjointe au chef du bureau de la gestion des moyens, des finances et du patrimoine interministériels – Chef du Pôle budget et en cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mme Annie METOUT et de Mme Florence LARSONNIER, par Mme Aurélie GENERAT ou Mme Sandrine MASSON, référents départementaux.

Article 8 : Délégation est donnée à Mme Anne-Sophie VERNET, Conseiller d'Administration, directrice des moyens et du management stratégique, à M Nicolas POETTE, attaché d'administration, chef du bureau des ressources humaines de l'action sociale et de la formation, et à Mme Odile MARTIN, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, adjointe au chef du bureau des ressources humaines de l'action sociale et de la formation, à l'effet de signer tous documents nécessaires à l'engagement comptable et à la liquidation des créances relatifs à la rémunération des fonctionnaires et des agents contractuels de la préfecture d'Eure-et-Loir.

Article 9 :

Délégation est donnée à Mme Ann-Gaël GUERIN, attachée principale d'administration, directrice des relations avec les collectivités locales par intérim, à l'effet de signer tous documents relatifs aux installations des régisseurs chargés d'encaisser les amendes de police municipale, tous documents relatifs à la dissolution d'une régie de recettes d'Etat de la police municipale et tous documents nécessaires à l'engagement comptable des dotations et des subventions au profit des collectivités territoriales ainsi qu'à la liquidation des créances et au mandatement des dépenses sur les programmes du budget de l'Etat correspondants. Cette délégation ne concerne pas les dotations relatives à la DDU.

Article 10 :

Délégation est donnée à Mme Ann-Gaël GUERIN, attachée principale d'administration, chef du bureau des finances locales, à Mme Sandrine CHANSARD, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, adjointe au chef du bureau des finances locales ainsi qu'à Mme Aïcha THUELIN, attachée d'administration, à l'effet de signer tous documents relatifs aux installations des régisseurs chargés d'encaisser les amendes de police municipale, tous documents relatifs à la dissolution d'une régie de recettes d'Etat de la police municipale et, dans la limite de 30 000 €, tous documents nécessaires à l'engagement comptable des dotations et des subventions au profit des collectivités territoriales et à la liquidation des créances et au mandatement des dépenses sur les programmes du budget de l'Etat correspondants. Cette délégation ne concerne pas les dotations relatives à la DDU.

Article 11 : L'arrêté du 3 avril 2014 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire au profit de M. Jean-Paul VICAT, secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir, est abrogé.

Article 12 :

Le secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir, le directeur départemental des finances publiques de l'Eure-et-Loir, le directeur régional des finances publiques du Loiret et de la région Centre et le directeur régional des finances publiques de l'Ille-et-Vilaine et de la région Bretagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Eure-et-Loir, qui s'appliquera à compter du 8 juin 2015 et dont une copie sera notifiée aux fonctionnaires délégués ainsi qu'au directeur régional des finances publiques de la région Centre et du Loiret et au directeur des finances publiques de la région Bretagne et de l'Ille-et-Vilaine.

Chartres, le 05 JUIN 2015

Le Préfet,



Délais et voies de recours :

"Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à :

M. le Préfet d'Eure-et-Loir

Place de la République, CS 80 537 - 28019 CHARTRES Cedex ;

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie 45000 ORLEANS

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours."

Annexe 1

- Mme Marie-Laure Mohier (programmes 119, 120, 122 et 128)
- Mme Patricia Ramella (programmes 119, 120, 122 et 128)
- Mme Marie-Claire Del Corte (programmes 148, 216 et cité administrative)
- Mme Isabelle Pasquier (programme 161)
- Mme Christelle Gilles (programme 177)
- Mme Sylvie Davory (programme 232)
- Mme Corinne Linant (programmes 307 et 333)
- Mme Béatrice Tanguy (programme 307)
- M Daniel Chanteloup (programme 307)
- Mme Catherine Dufour (programmes 307 et 333)
- Mme Brigitte Cachelin (programmes 307 et 333)
- Mme Laurette Veque (programme 216 et 307)
- Mme Francine Beaujard (programmes 216 et 307)
- Mme Sylvie Audureau (programme 307)
- Mme Nathalie Chantier (programme 307)
- Mme Muriel Bigot (programme 307)
- Mme Odile Martin (programme 307)
- Mme Chantal Lefièvre (programmes 307 et 333)
- Mme Stéphanie Stéfani (programmes 307 et 333)
- Mme Véronique Fortin (programmes 307 et 333)
- Mme Mari-José Perez (programme 307)
- M Philippe Buteau (programmes 307 et 333)
- Mme Kareen Vilfayeau (programmes 309 et 723)
- Mme Florence Larsonnier (programmes 307, 309, 333 et 723)
- Mme Aïcha Thuelin (FEDER)